

République Centrafricaine 2004



REVISION

Procédure d'appel global



République Centrafricaine

2004



REVISION

Procédure d'appel global



PROCEDURE D'APPEL GLOBAL (CAP)

Le CAP est beaucoup plus qu'un appel de fonds. C'est un cycle de programme global, composé de:

- La planification stratégique menant à un plan d'action humanitaire commun (CHAP);
- La mobilisation des ressources;
- La mise en œuvre coordonnée du programme ;
- Le contrôle de l'exécution du projet et son évaluation ;
- Sa révision si nécessaire;
- Le compte-rendu des résultats.

Le CHAP est un plan stratégique en matière de réponse humanitaire dans un pays ou une région donnée. Il comprend les éléments suivants :

- Analyse commune du contexte dans lequel l'action humanitaire a lieu;
- Evaluation des besoins;
- Définition de meilleurs, pire ou plausibles scénarios;
- Planification de la division du travail;
- Enoncé précis des objectifs et des buts à long terme;
- Planifications des besoins prioritaires; et
- Cadre relatif au suivi de la stratégie et à sa mise à jour si nécessaire.

Le CHAP est la base pour développer un appel global ou un appel éclair lorsque des crises surviennent ou des catastrophes naturelles se produisent. Pour les organismes qui décident de ne pas lancer un appel de fonds par le biais d'une structure commune, le CHAP peut également servir de référence. Sous la conduite du coordonnateur humanitaire, le CHAP est assuré au niveau du terrain par l'équipe du pays du Comité permanent inter-institutions (IASC). L'équipe du pays IASC concerné qui reflète la structure IASC au niveau des sièges sociaux, comprend les agences de l'ONU et d'autres invités comme l'Organisation Internationale pour les Migrations, le Mouvement de la Croix Rouge et les organisations non-gouvernementale (ONG) qui appartiennent à l'ICVA, à Interaction ou au SCHR. Les non-membres de IASC, tels que les ONG nationales, peuvent être inclus, et d'autres acteurs importants de l'action humanitaire, comme les gouvernements hôtes et les donateurs, doivent être consultés.

Le coordonnateur humanitaire est responsable de la préparation annuelle du document d'Appel Global. L'Appel est lancé généralement en novembre pour accroître les opportunités en terme de plaidoyer et de mobilisation de ressources. Une mise à jour, connue sous le nom de *Bilan d'Etape* est présentée aux donateurs chaque année au mois de juin.

Les donateurs fournissent directement les ressources financières aux agences afin de donner suite à leurs projets. Le service chargé du suivi des contributions financières (FTS), placé sous le contrôle du Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), est une base de données permettant de vérifier les contributions des donateurs. Ces données sont disponibles sur le site Internet : www.reliefweb.int/fts

En résumé, le CAP est un instrument permettant à la communauté humanitaire d'assister les populations en détresse pour recevoir, dans les meilleurs délais, la protection et l'assistance dont elles ont besoin.

POUR DES COPIES SUPPLEMENTAIRES, VEUILLEZ CONTACTER:

NU BUREAU DE LA COORDINATION DES AFFAIRES HUMANITAIRES

**PALAIS DES NATIONS
8-14 AVENUE DE LA PAIX
CH - 1211 GENÈVE, SWITZERLAND**

**TÉLÉPHONE: (41 22) 917.1972
TÉLÉCOPIEUR: (41 22) 917.0368
E-MAIL: CAP@RELIEFWEB.INT**

CE DOCUMENT EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR: [HTTP://WWW.RELIEFWEB.INT/](http://WWW.RELIEFWEB.INT/)

TABLE DES MATIERES

1. RESUMÉ EXÉCUTIF.....	1
2. CHANGEMENT DU CONTEXTE HUMANITAIRE ET SES CONSÉQUENCES	2
3. RÉVISION DU PLAN D’ACTION HUMANITAIRE COMMUN.....	4
4. PLAN SECTORIEL	6
4.1 SITUATION SANITAIRE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE.....	6
4.2 SITUATION DE L’EDUCATION EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE.....	16
4.3 SITUATION SECURITAIRE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	20
 ANNEXE I.	
TABLEAU 1: TOTAL DES FINANCEMENTS DEMANDÉS PAR AGENCE ET PAR SECTEUR	26



1. Résumé exécutif

Le vocable de « crise oubliée » retenue pour l'appel consolidé 2004 espérait mettre la lumière sur la République Centrafricaine à un moment critique de son histoire. Après un peu plus d'une année de transition le pays rentre à présent dans une période électorale.

Les efforts de l'Equipe de Pays et de ses partenaires pour donner une voie (une issue) aux sans voix ont été relayés par l'Envoyé Spécial Humanitaire ainsi que des missions techniques de haut niveau du siège de plusieurs agences. Celles-ci ont mis en évidence la dégradation continue et alarmante des indicateurs sociaux (pour autant qu'ils soient disponibles) depuis plus d'une décennie et des maladies rares mais révélatrices de situations sanitaires catastrophiques tels que « l'ulcère tropical ».

Le présent document a donc pour objet principal de cibler les urgences en terme d'intervention et de financement humanitaires proprement dites, ainsi que sur l'insécurité qui constitue toujours un frein à toute intervention efficiente à destination des populations.

La problématique humanitaire, pour grave et urgente qu'elle soit, devrait aussi être considérée et replacée dans le contexte plus global de la transition politique et de relèvement post crise. Cette revue à mi-parcours est également une rare opportunité pour attirer l'attention des partenaires et bailleurs sur les enjeux et risques immédiats en Centrafrique, qui se situent au niveau du processus électoral, de sa conjonction avec le démarrage du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants et de l'incertitude de la réponse humanitaire durant la période des élections nationales.

Quoique la situation de crise humanitaire chronique et de pauvreté généralisée en RCA n'attire pas l'attention et l'intérêt pour elle même, y compris dans ces moments critiques, nous argumentons du rôle qu'elle pourrait jouer comme « pièce d'un puzzle sous régional ». Dans cette perspective, la RCA pourrait constituer un pôle de stabilité potentiel au regard de sa position géographique "corridor épidémiologique" et de l'actualité récente et immédiate dans tous les pays frontaliers - à savoir : Soudan (Darfur), RDC (Ituri, Bukavu), Congo Brazzaville et Tchad – dont les crises sont d'une autre dimension plus complexes et chroniques. Or, chacun a connaissance des millions de dollars que coûtent ces crises et quel serait le coût d'une non prévention, ou d'une prévention ratée.

Le SNU et ses partenaires lancent encore une fois cet appel auprès de la Communauté Internationale afin de mobiliser pour 13 projets, un montant total de **7 629 331 USD** dont 50,5% (soit 3 853 409 USD), sont consacrés au secteur santé, 34% (soit 2 587 000 USD) à l'éducation et 15,5% (soit 1 188 922 USD) à l'accès et à la présence humanitaire. La révision à la baisse du CAP 2004 n'est pas à comparer avec l'ampleur de la crise en RCA ; il traduit le niveau de sélection atteint dans le ciblage des projets d'urgence humanitaire, suivant non seulement les recommandations des différentes missions de terrain mais aussi en tenant compte du fait que d'autres aspects et axes de la crise sont traités dans des programmes en cours ou à mettre en place. Les projets repris dans cet appel sont pour la plupart fusionnés, révisés ou nouveaux.

Le pari de la République Centrafricaine, à cet égard, peut être gagné à peu de frais. Ce succès est uniquement ou presque sous tendu par un minimum de bonne volonté sans pour autant sacrifier les exigences d'une « real politik ». Par conséquent : entendez leurs voix !

2. Changement du contexte Humanitaire et ses Conséquences

Avec environ 3,2 millions d'habitants dont plus au moins 2,2 millions ont un accès difficile aux soins et services sociaux de base, la RCA reste un pays ravagé par de multiples crises socio-politiques et militaires et où au moins 71% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté admis. Malheureusement il demeure isolé, géographiquement bloqué et peut être classé parmi les pays à crise oubliée ou méconnue.

Si on a pu noter une détente politique consécutive à la mise sur pied d'un gouvernement d'union nationale, à la tenue du Dialogue National, à l'élaboration du calendrier électoral, à la réconciliation avec les pays voisins, aux exigences de la communauté internationale et des bailleurs des fonds, ce pays reste confronté à une crise qui va en s'aggravant.

Le pouvoir de nuisance et de terreur exercé par les différents groupes armés va en s'intensifiant et contribue ainsi à maintenir les civils dans une position d'attente précaire. La poursuite des faits de violence sur les axes routiers, de prises d'otages (enfants) à vocation mercantile et d'occupation des terres par des éleveurs puissants et riches, ont un grand effet d'inhibition sur une population et des opérateurs économiques, marqués par le souvenir des horreurs et des pillages récents.

Le secteur de la santé illustre à lui seul la précarité du moment, avec une contradiction intenable à court terme entre une politique de recouvrement des coûts – pari sur une confiance et une prospérité retrouvées - et une fréquentation rendue précisément faible par un seuil d'accès financier prohibitif pour les communautés les plus vulnérables (95% de la population centrafricaine vit avec moins d'un dollar par jour). Cette situation paradoxale qui se caractérise par une baisse de l'offre de soins et une augmentation des besoins de santé, conduit les communautés à recourir à des formes de survie provisoires, y compris après le retour au village. A ceci s'ajoute une inquiétante montée en force du risque épidémique, sur un terrain de faiblesse extrême des capacités de surveillance et de vulnérabilité généralisée, nourrie notamment par les déplacements, le séjour prolongé en brousse et l'automédication. (50 000 réfugiés Soudanais et Congolais, 3 000 anciens réfugiés Centrafricains, 42 000 rapatriés,...).

Le secteur de l'éducation, après une décennie de dégradation continue suite à l'instabilité politique et militaire, à une tension sociale persistante (non-paiement des salaires) et surtout à la fermeture des écoles et à la fuite des enseignants sur une longue période, mérite plus que jamais d'être appuyé, pour lui permettre de jouer son rôle stratégique et, dans les circonstances actuelles, présenter sa véritable dimension d'urgence humanitaire. En effet, le taux de scolarisation est passé de 63% en 1995 à 43% en 2000 avec des grandes disparités entre filles et garçons ; il devrait avoir encore baissé compte tenu de la détérioration de la situation.

Cependant, un timide mouvement de retour et de reconstruction de maisons, le début de règlement des commandes passées de coton dans la zone de Bossangoa, et la paie attendue d'une partie des arriérés de salaires des fonctionnaires au niveau national, augurent d'une timide reprise économique, dont l'effet d'entraînement sur la vie quotidienne en milieu rural dépendra largement de l'étendue des actes de coercition et de banditisme de la part des hommes en armes.

Sur un autre registre, la poursuite des préparatifs du processus électoral, la projection attendue, sur le terrain, des programmes de désarmement et de réinsertion économique des anciens combattants, ainsi que la reprise du dialogue avec les institutions de Bretton Woods, témoignent d'une attention soutenue de la part de la communauté internationale d'une part, et d'un début de dynamique nationale de reprise en main des fonctions essentielles de l'Etat d'autre part. Cependant, ces institutions soulignent que dans le cadre des négociations du programme post-conflit avec le Gouvernement, les objectifs quantitatifs n'ont pas été respectés malgré les mesures d'assouplissement intervenues en janvier 2004.

Ainsi, à ce jour, le « plancher vital » permettant de préserver les vies, la santé, l'éducation et l'intégrité physique du plus grand nombre, est d'une porosité excessive. Les traits majeurs de cette période de la vie du pays restent une vulnérabilité et une précarité persistantes de l'écrasante majorité de la population, et rendent de ce fait nécessaire une poursuite de l'appui humanitaire externe. Le caractère dégressif de celui-ci devrait faire l'objet d'une concertation large et continue – au fur et à mesure de la relance économique, de l'avènement de l'Etat de droit, à tout le moins en matière de sécurité publique, et enfin, de l'amélioration des indicateurs de santé à un niveau tolérable.

Dans ce contexte, les Agences des Nations Unies en République Centrafricaine sont particulièrement préoccupées par le décalage croissant et intenable à terme, entre cette réalité persistante, et des calendriers de financement susceptibles de laisser un trou béant en termes de « plancher vital » ; surtout que l'on sait que les véritables financements sont au préalable liés au retour de la sécurité, à la bonne gouvernance, à l'assainissement des finances publiques et à la fourniture des services sociaux de base par le Gouvernement en place.

Si, en outre, on considère que les facteurs de vulnérabilité actuels reflètent les conséquences logiques d'une situation de crise humanitaire aiguë passée, et que le relais de l'appui sera pris par les partenaires institutionnels de réhabilitation et de développement, le risque est grand que des décisions essentielles soient prises selon des critères et des calendriers totalement extérieurs à l'évolution de la sécurité humaine sur le terrain et aux conditions de vie des communautés. Il est clair, à cet égard, que la période des élections nationales, fixées au début 2005, reste la pierre angulaire et le repère de toute décision programmatique de la part des institutions de financement et des donateurs. Les neuf prochains mois restent hypothétiques et ne sont pas encore écrits sur le plan de la sécurité et de la dignité humaine en République Centrafricaine.

3. Révision du plan d'action humanitaire commun

Les problèmes d'accès aux soins, à l'éducation, à la nourriture et à la protection auxquels est confrontée la majorité de la population Centrafricaine traduisent mieux le niveau de crise qui sévit en RCA ; l'absence d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs de la situation humanitaire mise à jour ne devrait pas faire penser le contraire.

Malgré les questions de sécurité, du déficit croissant entre les besoins humanitaires énormes, les moyens de réponse réduits et le peu d'intérêt accordé à la RCA pour y faire face, les acteurs humanitaires ont réussi tant soit peu à maintenir une présence permanente dans plusieurs domaines de vie des populations de ce pays.

Ce CAP révisé reprend en priorité les secteurs et thèmes humanitaires clés autour desquels s'accordent les différents acteurs. La prise en compte de cet aspect devra permettre une remise à niveau des populations vers une reconnexion aux services sociaux de base.

Scénario le plus probable

Les ingrédients pour qu'un désastre humanitaire important se produise en RCA existent toujours. La présente détente politique peut, si elle est bien gérée, donner lieu d'espérer en un avenir meilleur. Toutefois, les échéances électorales et la crise profonde de confiance entre les différents acteurs politiques de ce pays donnent lieu de penser que le retour à la paix et à la stabilité n'est pas envisageable dans les neuf mois à venir. Objectivement, si rien n'est fait, la situation va continuer d'évoluer vers une crise socio-politique et une insécurité persistante avec un accès aux services de base toujours difficile pour la population.

Approche stratégique

Dans le CAP 2004, la stratégie de transition et post-conflit s'est focalisée sur les zones les plus touchées par le dernier conflit, en touchant les secteurs santé, éducation et productif pour une remise en place des conditions de vie minimales devant favoriser un retour des Déplacés. Un accent particulier avait été mis sur la prévention des crises.

Dans le présent appel, un des éléments clés de la stratégie est d'encourager et faciliter la présence humanitaire dans l'arrière-pays, qui a un effet dissuasif et de proximité, en concentrant d'abord les efforts sur les zones les plus touchées par le dernier conflit, et qui se trouvent être les plus peuplées et source potentielle de déstabilisation. C'est également la zone frontalière avec le Tchad dans la quelle se cristallise les enjeux sécuritaires avec les incursions transfrontalières et le retour des Centrafricains réfugiés serait un élément important. Une normalisation de part et d'autre de la frontière constituerait un gage de stabilité plus durable. Une approche intégrée et conjointe pour la remise en place des conditions de vie minimales se met petit à petit en place entre acteurs. Ce sont surtout les secteurs de santé/nutrition, de l'éducation et de l'accès humanitaire qui sont visés. Un accent est mis sur un plaidoyer intensif pour les interventions humanitaires dans les neuf mois à venir.

L'approche globale des interventions repose sur l'élaboration d'un Plan de contingence pour faire face non seulement aux effets des précédentes crises mais aussi à d'éventuels conflits. Les Projets pour lesquels un financement est demandé dans le cadre du présent document ont été ciblés de manière à répondre à l'urgence humanitaire et à contribuer à rendre effectif ce Plan de contingence.

Une approche de proximité nécessite également la réouverture des sous-bureaux des Agences du SNU(pillés lors de la dernière crise) et des antennes dans l'arrière-pays. Leur réhabilitation et/ou ouverture est programmée afin d'assurer un suivi rapproché de la situation et de mieux faire face aux problèmes de la population.

Le plan de suivi-évaluation

Système de suivi

- la tenue d'une réunion mensuelle inter-agences élargie aux ONG de suivi et en concertation (avec compte-rendu partagé) avec le Gouvernement et les partenaires ;
- une revue en fin d'année 2004 du bilan de la mise en œuvre des interventions sous le leadership du Gouvernement (Ministère du plan) ;
- des missions de supervision sur le terrain avec rapport partagé ;

- une revue finale au premier trimestre 2005 ;
- un rapport mensuel de mise à jour de la situation humanitaire produit par le Coordonnateur Résident ;
- des rapports réguliers de bilan de mise en œuvre des actions d'assistance humanitaire en faveur des populations.

Système d'évaluation

Une évaluation de la situation de départ mise à jour à travers les données issues de :

- missions d'évaluation inter-agences et des ONG sur le terrain ;
- la cartographie de la situation humanitaire actualisée sur le terrain ;
- diverses enquêtes sur les conditions de vie des ménages en milieu urbain et en milieu rural réalisées dans le cadre de l'Appel en 2004 ;
- recensement général de la population et de l'habitat, Décembre 2003 ;
- les données de routine issues des annuaires ou bulletins statistiques sectoriels.

Une évaluation finale des résultats atteints ou impact auprès des bénéficiaires sera produite par une consultation indépendante sur la base des données de :

- missions diverses d'évaluation sur le terrain des membres du comité technique inter-agences du CAP pour l'assistance humanitaire ;
- enquête MICS 2004 auprès des ménages en partenariat avec l'Union Européenne ;
- données de routine issues des bulletins ou annuaires statistiques sectoriels ;
- évaluation indépendante participative avec les communautés sur le terrain de la part des consultants.

4. Plan par Secteur

4.1 SANTE ET NUTRITION

4.1.1 Situation Sanitaire en République Centrafricaine

La situation sanitaire de la République Centrafricaine est caractérisée par:

- L'insuffisance et la vétusté des infrastructures et des équipements de soins (une formation sanitaire /6 000 habitants et un lit /1 095 habitants).
- Les ressources humaines sont insuffisantes et mal réparties : 1 Médecin /6 000 habitants dont seulement 17% exercent à l'intérieur du pays ; 1 sage-femme /17 000 habitants dont seulement 10% exercent en dehors de Bangui.
- Seulement 30% de la population ont accès à l'eau potable et le taux de latrénisation est de 45% (Schéma directeur secteur de l'eau 2000).
- Le financement du secteur est largement tributaire de l'aide extérieure (État : 10%, communauté : 5%, aide extérieure : 85%).
- La couverture en soins de santé et l'utilisation des services de santé sont faibles du fait de la pauvreté de la population et de la mauvaise qualité des prestations. Pire encore, la réintroduction du système de recouvrement des coûts vis-à-vis des patients a réduit l'accès de ceux-ci aux soins de base. Avant la crise, 67% de la population vivait avec moins de 1 dollar par jour. La crise économique actuelle a engendré une augmentation de la pauvreté. Ainsi, beaucoup de gens ne peuvent pas supporter les dépenses de soins de santé.
- Le système de surveillance est absent dans plusieurs districts. Selon un récent rapport, moins de 35% des centres de santé de la région sanitaire 3 sont opérationnels et seulement 38% de ces centres font régulièrement des rapports. L'appui de l'OMS en matière de surveillance, concrétisé notamment par la présence de cinq points focaux sur terrain, est totalement suspendu. Ces points focaux ont été rappelés à Bangui compte tenu des conditions minimales de sécurité qui n'étaient pas réunies.

Le profil épidémique est dominé par les maladies parasitaires et infectieuses.

Les indicateurs épidémiologiques et les priorités relatives aux besoins en matière de santé font encore défaut dans les régions affectées par la crise. Ces indicateurs sanitaires sont parmi les plus mauvais de la sous région : la mortalité générale est de 16,7/1 000 (RGP 88); entre 1995 et 2000 l'espérance de vie est passée de 49 ans à 44 ans, la mortalité infantile de 97 à 130,6 pour 1 000 et la mortalité maternelle de 680 à 948/100 000 naissances vivantes (EDS 95, RGP 88, MICS 2 000). La séroprévalence pour le VIH atteint 15% de la population.

Cette situation sanitaire, chroniquement déficiente, s'est particulièrement dégradée suite à la récente crise politico-militaire avec :

- Le pillage des services de santé publique et la destruction des infrastructures et équipements tel que la chaîne de froid. Sur 49 points de vaccination recensés dans la région sanitaire 4, seuls 20 sont toujours opérationnels tandis que sur 74 existants dans la région sanitaire 3 avant la crise seuls 34 demeurent encore opérationnels ;
- La dispersion du personnel de santé ;
- La désorganisation du système de surveillance des maladies épidémiques ;
- Le déplacement interne des populations vers des zones sans accès aux services de santé ;
- La faible participation communautaire ;
- La faible utilisation des services de santé due à la conjugaison de l'insuffisance de l'offre et de la faible capacité financière des populations dans le contexte du recouvrement des coûts ;
- La faible capacité nationale et la faiblesse des investissements pour la réhabilitation du secteur avec risque d'interruption de l'intervention humanitaire sans relais prévisible à court terme par les interventions de type programmatique.

Il faut signaler une réouverture partielle des services de santé grâce à l'effort conjugué du Gouvernement et des ONG.

La situation actuelle a entraîné comme conséquence immédiate l'apparition de flambées d'épidémies (Méningite, Rougeole, Coqueluche, Poliomyélite, Diarrhées rouges, Ulcères tropicaux, Trypanosomiase Humaine Africaine...) Les répercussions, à moyen et long terme, sur les indicateurs

de santé, sur l'état nutritionnel et sur l'épidémie du VIH/SIDA, doivent encore faire l'objet d'évaluations.

Au vu de la faiblesse de la capacité actuelle de réponse, si une action concertée n'est pas entreprise immédiatement pour épauler l'effort en cours, la situation sanitaire risque, avec la prochaine saison des pluies, d'évoluer de manière catastrophique avec aggravation du risque d'apparition d'épidémies de choléra et de shigelloses.

D'autre part, de par sa position géographique à la croisée des routes entre le nord et le sud, l'est et l'ouest, la RCA doit être considérée dans le meilleur des cas comme un verrou ou dans le pire des cas comme un corridor épidémiologique, notamment pour les épidémies de Poliomyélite.

Dans ce contexte, la priorité doit être accordée aux actions urgentes suivantes :

- L'évaluation de l'impact réel de la dernière crise sur la santé des populations ;
- Le rétablissement du système de prévention, surveillance et riposte aux épidémies ;
- L'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base ;
- La réduction de la propagation du VIH/SIDA et des IST ;
- La restauration des soins obstétricaux d'urgence ;
- La prise en charge des cas de malnutrition aiguë ;
- La prise en charge psychologique et médicale des personnes victimes des violences.

Ces interventions doivent être orientées prioritairement en faveur de la zone la plus touchée par la dernière crise, à savoir les préfectures sanitaires de l'Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Gribizi, Ombella-Mpoko, Kémo et Bangui. Cette zone abrite 70% de la population totale de la République centrafricaine.

4.1.2 FICHE DE PROJETS

4.1.2.1 Titre du projet : Rétablissement du système de prévention, surveillance et riposte aux épidémies

Agence formulant l'appel	ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS)
Programmes/Projets	Rétablissement du système de prévention, surveillance et riposte aux épidémies
Code du Projet	CAF-04/H04
Population cible	Populations des préfectures les plus touchées par les conflits armés : Kémo, Ouham, Ouham-Pendé, Nana Grébizi, Ombella Mpoko et Bangui. (70% de la population du pays)
Agences d'exécution	OMS, UNICEF, UNFPA, Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), ONGs Internationales et Nationales.
Calendrier	juin - décembre 2004
Objectif	Rétablir le dispositif de prévention, la détection précoce et de riposte rapide aux épidémies.
Fonds requis	570 000 USD

1. Objectif

Rétablir le dispositif de prévention, la détection précoce et de riposte rapide aux épidémies.

2. Activités

- Renforcer la surveillance épidémiologique ;
- Remettre en état de marche le système de communication (radio HF) ;
- Reconstituer le stock de sécurité des médicaments essentiels ;
- Redémarrer l'activité de laboratoire pour la confirmation des épidémies (réactif, microscope, formation).

3. Budget

Activités	Coûts (en USD)
Achat de médicaments et consommables	200 000
Achats réactifs et équipement de laboratoire pour la confirmation des épidémies	150 000
Achat et installation des équipements de communication radio	100 000
Formation et supervision	100 000
Confection et distribution des supports de données	20 000
Total	570 000

4.1.2.2 Titre du projet 1 : Relance du programme élargi de vaccinations

Agence formulant l'appel	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Programmes /Projets	Relancer le Programme Elargi de Vaccination (PEV) en République Centrafricaine
Code du Projet	CAF-04/H01
Population cible	Populations des préfectures les plus touchées par les conflits armés: Kémo, Ouham, Ouham-Pendé, Nana Grébizi, Ombella Mpoko et Bangui. (70% de la population du pays)
Agences d'exécution	OMS, UNICEF, UNFPA, Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), ONGs Internationales et Nationales
Calendrier	juin - décembre 2004
Objectif	Rétablir le dispositif de prévention, la détection précoce et de riposte rapide aux épidémies.
Fonds requis	1 125 000 USD

1. Objectif

Restaurer la logistique du Programme Elargi de Vaccination afin de prévenir les épidémies liées aux maladies cibles dans les zones touchées par les conflits.

2. Activités

- ré-équiper les centres de vaccination affectés par les crises par la dotation en 45 réfrigérateurs, 13 congélateurs, 60 cool boxes, 150 porte-vaccins, etc.
- doter le centre de stockage national de vaccins en chambre froide positive et négative pour assurer la sécurité des vaccins;
- former et superviser les agents de santé et les gestionnaires du PEV;
- assurer un approvisionnement suffisant en vaccins et matériels de vaccination;
- renforcer les capacités logistiques de supervision des centres PEV;
- appuyer l'organisation d'activités supplémentaires d'immunisation (Journées locales ou nationales de vaccination contre la rougeole, la coqueluche et la polio).

3. Budget

Activités	Coûts (en USD)
Achat et distribution de matériels de la chaîne de froid	350 000
Achat de moyens de transport et de carburant	175 000
Achat et distribution de vaccins et de matériels d'injection	265 000
Formation et supervision	60 000
Information et communication	125 000
Appui aux campagnes de vaccination contre la rougeole et la polio	150 000
Total	1 125 000

4.1.2.3 Titre du projet 2 : Revitalisation du système de soins de santé pour les enfants et les femmes

Agence formulant l'appel	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Programmes/Projets	Revitalisation du système de soins de santé pour les enfants et les femmes en République Centrafricaine
Code du Projet	CAF-04/H02
Population cible	Idem que pour le Projet H01
Agences d'exécution	UNICEF, OMS, Ministère de la Santé, ONGs nationales et internationales
Calendrier	juin – décembre 2004
Objectif	Améliorer l'accès des populations les plus touchées par les conflits, notamment les femmes et les enfants, aux soins de santé de base.
Fonds requis	528 409 USD

1. Objectif

Améliorer l'accès des populations les plus touchées par les conflits, notamment les femmes et les enfants, aux soins de santé de base.

2. Activités

- fournir des soins curatifs aux enfants et aux femmes ;
- prévenir le paludisme chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes ;
- relancer le système de santé par : la formation, la supervision des agents de santé, un équipement en matériels de base, ainsi qu'une dotation en médicaments essentiels et en micronutriments (Vitamine A, fer acide folique) aux formations sanitaires de base .

3. Budget

Activités	Coûts (en USD)
Achat et distribution de médicaments essentiels et micronutriments	300 000
Achat et distribution de moustiquaires et matériels d'imprégnation	100 000
Achat et distribution d'équipement médical	25 000
Formation et supervision des agents de santé ainsi que des membres des comités de santé locaux	40 000
Coûts opérationnels	63 409
Total	528 409

4.1.2.4 Titre du projet : Restauration des soins obstétricaux d'urgence

Agence formulant l'appel	ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS)
Programmes/Projets	Restauration des soins obstétricaux d'urgence
Code du Projet	CAF-04/H12
Population cible	Populations des préfectures les plus touchées par les conflits armés: Kémo, Ouham, Ouham-Pendé, Nana Grébizi, Ombella Mpoko et Bangui. (70% de la population du pays)
Agences d'exécution	OMS, UNICEF, UNFPA, Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), ONGs Internationales et Nationales.
Calendrier	juin - décembre 2004
Objectif	Rétablir/renforcer l'accès aux soins obstétricaux d'urgence
Fonds requis	350 000 USD

1. Objectif

Rétablir/renforcer l'accès aux soins obstétricaux d'urgence

2. Activités

- renforcer la capacité des formations sanitaires et des matrones pour assurer les accouchements dans les conditions minimales de sécurité et d'hygiène (recyclage des matrones, kits d'accouchement à domicile et en milieu médical);
- renforcer/rétablir les capacités des centres de référence en médicaments et matériels techniques pour les cas de complications.

3. Budget

Activités	Coûts (en USD)
Doter les FOSA en Kits d'accouchement à domicile et en milieu médical	150 000
Renforcer les capacités des agents de santé communautaires et des matrones	50 000
renforcer/rétablir les capacités des centres de référence en médicaments et matériels techniques	150 000
Total	350 000

4.1.2.5 Titre du projet : Réduction de la propagation du VIH/SIDA et des IST

Agence formulant l'appel	ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS)
Programmes/Projets	Réduction de la propagation du VIH/SIDA et des IST
Code du Projet	CAF-04/H13
Population cible	Populations des préfectures les plus touchées par les conflits armés: Kémo, Ouham, Ouham-Pendé, Nana Grébizi, Ombella Mpoko et Bangui. (70% de la population du pays)
Agences d'exécution	OMS, UNICEF, UNFPA, Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), Comité National de Lutte Contre le Sida (CNLS), ONGs Internationales et Nationales.
Calendrier	juin - décembre 2004
Objectif	Contribuer à la réduction de la propagation du VIH/SIDA et des IST dans les populations victimes des mouvements de déplacement et des actes de violence
Fonds requis	380 000 USD

1. Objectif

Contribuer à la réduction de la propagation du VIH/SIDA et des IST dans les populations victimes des mouvements de déplacement et des actes de violence

2. Activités

- Rétablir/renforcer les activités de sensibilisation (multiplication des supports éducatifs, activité de mobilisation sociale et sensibilisation de proximité) ;
- Renforcer les capacités dans le counseling et la prise en charge précoce des affections opportunistes ;
- Restaurer le système de dépistage volontaire (approvisionnement en réactifs et consommables) ;
- Approvisionner les structures sanitaires en médicaments essentiels.

3. Budget

Activités	Coûts (en USD)
Rétablir/renforcer les activités de sensibilisation	30 000
Renforcer les capacités dans le counseling et la prise en charge précoce des affections opportunistes	50 000
Restaurer le système de dépistage volontaire	100 000
Approvisionner les structures sanitaires en médicaments essentiels	200 000
Total	380 000

4.1.2.6 Titre du projet : Prise en charge médico-psychologique des personnes victimes des violences

Agence formulant l'appel	ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS)
Programmes/Projets	La prise en charge médico-psychologique des personnes victimes des violences
Code du Projet	CAF-04/H14
Population cible	Populations des préfectures les plus touchées par les conflits armés : Kémo, Ouham, Ouham-Pendé, Nana Grébizi, Ombella Mpoko et Bangui. (70% de la population du pays)
Agences d'exécution	OMS, UNICEF, UNFPA, Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), ONGs Internationales et Nationales
Calendrier	juin - décembre 2004
Objectif	Réduire les conséquences des traumatismes psychologiques sur les personnes victimes des violences et agressions sexuelles
Fonds requis	150 000 USD

1. Objectif

Réduire les conséquences des traumatismes psychologiques sur les personnes victimes des violences et agressions sexuelles.

2. Activités

- Assurer la prise en charge psychologique des victimes des violences et agressions sexuelles
- Assurer la prise en charge médicale

3. Budget

Activités	Coûts (en USD)
Assurer la prise en charge psychologique des victimes des violences et agressions sexuelles	50 000
Assurer la prise en charge médicale	100 000
Total	150 000

4.1.2.7 Titre du projet : Prise en charge des cas de malnutrition aiguë

Agence formulant l'appel	ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS)
Programmes/Projets	Prise en charge des cas de malnutrition aiguë
Code du Projet	CAF-04/H15
Population cible	Populations des préfectures les plus touchées par les conflits armés: Kémo, Ouham, Ouham-Pendé, Nana Grébizi, Ombella Mpoko et Bangui. (70% de la population du pays)
Agences d'exécution	OMS, UNICEF, PAM, Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), ONGs Internationales et Nationales
Calendrier	juin - décembre 2004
Objectif	Assurer la Prise en charge des cas de malnutrition aiguë
Fonds requis	230 000 USD

1. Objectif

Assurer la Prise en charge des cas de malnutrition aiguë

2. Activités

- Réaliser une enquête rapide dans les zones du projet pour établir l'ampleur du problème ;
- Renforcer les capacités de prise en charge des cas (réhabiliter les centres de prise en charge, fournir les médicaments essentiels).

3. Budget

Activités	Coûts (en USD)
Réaliser une enquête rapide dans les zones du projet	30 000
Renforcer les capacités de prise en charge	200 000
Total	230 000

4.1.2.8 Titre du projet : Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base

Agence formulant l'appel	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Programmes/Projets	Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base
Code du Projet	CAF-04/WS01
Population cible	Populations des préfectures les plus touchées par les conflits armés: Kémo, Ouham, Ouham-Pendé, Nana Grébizi, Ombella Mpoko et Bangui. (70% de la population du pays)
Agences d'exécution	OMS, UNICEF, Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), Ministère de l'Energie, des Mines et de l'Hydraulique, Ministère de l'Education Nationale, ONGs Internationales et Nationales.
Calendrier	juin - décembre 2004
Objectif	Fournir l'eau potable et améliorer l'accès à l'assainissement de base
Fonds requis	520 000 USD

1. Objectif

Fournir l'eau potable et améliorer l'accès à l'assainissement de base

2. Activités

- Rétablir le système d'approvisionnement en eau potable;
- Construire des points d'eau potable et des latrines améliorées dans 200 écoles primaires.

3. Budget

Activités	Coûts (en USD)
Rétablir le système d'approvisionnement en eau potable	360 000
Construire des points d'eau potable et des latrines améliorées dans 200 écoles primaires de la zone ciblée	160 000
Total	520 000

4.2 EDUCATION

4.2.1 Situation de l'Education en République Centrafricaine

La situation déjà préoccupante du secteur de l'éducation s'est trouvée aggravée par les événements militaires d'octobre 2002 à mars 2003. Jusqu'au mois de mai 2003, toutes les écoles primaires et secondaires des préfectures du Nord du pays, de l'Est et certaines zones du Sud-Ouest du pays sont restées fermées. Infrastructures scolaires détruites, pillages du matériel scolaire et pédagogique et dérouté des enseignants réfugiés à Bangui sont autant de facteurs qui ont entravé l'accès des enfants à l'école. Dans 4 des préfectures touchées par les conflits, 39 écoles préscolaires, 500 écoles primaires et 40 établissements secondaires ont fermé.

A l'instabilité politique et militaire s'est ajoutée une tension sociale provoquée par l'irrégularité dans le paiement des salaires. L'impact de cette situation sur l'éducation est désastreux et se solde par des taux de scolarisation tombés au plus bas. Le taux net de scolarisation est passé de 63% en 1995, à 43% (46% pour les garçons et 39% pour les filles). Seule 48% de la population est alphabétisée et les disparités sont grandes : 34,8% dans les zones rurales et 66,8% dans les zones urbaines ; 64,7% pour les hommes et 33,5% pour les femmes.

En juin 2003, la situation a évolué positivement avec la reprise effective de l'année académique 2002-2003 sur toute l'étendue du territoire. Cependant, les capacités institutionnelles du Ministère de l'Education Nationale et des inspections académiques sont amoindries (bureaux brûlés ou pillés, archives détruites, absence de fournitures, de manuels scolaires et pédagogiques, bâtiments scolaires privés de portes, fenêtres et tables-bancs). Des déplacements des populations sont à envisager et à prendre en compte dans le cadre de la scolarisation.

Actions prioritaires

- fourniture en kits scolaires (1 kit par classe, soit 6 kits par école);
- fourniture de manuels scolaires dans les matières essentielles (français, mathématiques);
- fourniture d'abris (réparations de toits, bâches, tentes) pour terminer l'année scolaire;
- appui à l'équipement des écoles endommagées (cadres des ouvertures, portes, fenêtres, tables bancs, tableaux noirs, tables pour les maîtres);
- aide au retour des enseignants et appui au remplacement du déficit: pour 1 551 classes pédagogiques, il existe seulement 484 maîtres ; le besoin est donc de 1067 enseignants;
- formation rapide des enseignants « remplaçants » de 21 jours en prévision de la prochaine rentrée scolaire ;
- fourniture de latrines pour l'assainissement de l'environnement scolaire (pris en compte par le volet survie) ;
- fourniture d'eau potable dans les écoles (pris en compte dans le volet survie);
- fourniture de vivres PAM dans les cantines scolaires pour retenir les élèves.

Il aurait été nécessaire d'encourager les enseignants qui ne sont pas payés en leur fournissant des vivres dans le cadre du développement.

Actions menées depuis les événements

- L'UNICEF a investi environ 90 000 dollars US qui ont permis de sauver l'année scolaire 2002-2003 (entre autres achat et distribution de fournitures scolaires);
- Le PAM a ouvert des cantines scolaires dans 368 écoles de la zone touchée par les conflits qui ont contribué à faire revenir les parents et enfants déplacés dans leur localité d'origine;
- Mission inter-agences d'évaluation de la situation (UNICEF, PAM, UNESCO) qui a redonné confiance aux populations sinistrées.

Plan de réponse en matière d'éducation

- Les résultats opérationnels attendus se résument à la fonctionnalité totale de 500 écoles du primaire. En l'absence des cadres de l'Etat dans l'urgence, la gestion et le suivi des activités de scolarisation s'effectueront par des comités locaux.

4.2.2 FICHE DE PROJETS

4.2.2.1 Titre du projet : Rétablissement de l'accès équitable à l'enseignement primaire

Agence formulant l'appel	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Programmes/Projets	Rétablissement de l'accès équitable à l'enseignement primaire de qualité aux enfants dans 4 préfectures des zones affectées par les conflits
Code du Projet	CAF-04/E01
Population cible	Populations des préfectures les plus touchées par les conflits armés: Kémo, Ouham, Ouham-Pendé, Nana Grébizi, soit 825 155 personnes (30% de la population du pays) dont environ 150 000 enfants d'âge scolaire
Agences d'exécution	UNICEF, PAM, Ministère de l'Education Nationale
Calendrier	juin - décembre 2004
Objectif	Assurer le respect du droit à l'éducation des enfants d'âge scolaire des zones touchées par les conflits, plus particulièrement les filles.
Fonds requis	UNICEF - 975 000 USD et PAM - 937 000 USD (déjà disponibles)

Objectif principal

Rétablir l'accessibilité équitable à l'enseignement primaire.

Objectifs spécifiques

- Rendre fonctionnels les 500 écoles du primaire dans 4 préfectures des zones durement touchées ;
- Rétablir l'accès géographique à un enseignement de qualité aux enfants scolarisables des zones affectées ;
- Redonner aux enfants le goût d'aller à l'école.

Résultats attendus

- 500 écoles endommagées par les conflits sont équipées de tables-bancs, de tableaux et mobiliers nécessaires au fonctionnement d'une école;
- 500 écoles affectées par la crise sont dotées en fournitures, manuels scolaires et matériels pédagogiques ;
- 500 écoles de la zone affectée par les conflits disposent de cantines scolaires fonctionnelles.

Population cible

Les enfants en âge scolaire des préfectures de Kémo, Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Grébizi soit environ 150 000 enfants.

Activités

- Equipement des écoles, y compris la fourniture d'enseignants dans toutes les classes ;
- Equipement des enseignants et des élèves avec le minimum de matériel et fournitures ;
- Ouverture et approvisionnement régulier des Cantines scolaires.

Budget

Activités	Coûts (en USD)
1.1 Kits scolaires (un kit par classe soit 6 kits par écoles)	700 000
1.2 Manuels scolaires	60 000
1.3 Fournitures d'abris/ réparation urgente des bâtiments scolaires endommagés	50 000
1.4 Matériels pédagogiques	60 000
1.5 Achat de tables bancs et autres mobiliers	50 000
1.6 Aide au retour des enseignants et recyclage pour la prochaine rentrée	50 000
1.7 Formation des comités locaux dans la planification, le suivi et la gestion des écoles	5 000
1.7 Ouverture et fonctionnement des cantines scolaires	937 000
TOTAL	1 912 000

4.2.2.2 Titre du projet : Appui au développement des jardins potagers dans les zones les plus affectées par la crise

Agence Formulant l'Appel	ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)
Activités	Appui au développement des jardins potagers dans les écoles des zones les plus affectées par la crise.
Code du Projet	CAF-04/A03
Secteur	Agriculture
Thèmes	Jeunes / sécurité alimentaire
Objectifs du Projet	Initier aux plus jeunes les notions élémentaires et pratiques d'agronomie dans le processus de participation à l'amélioration des conditions de vie et de sécurité alimentaire.
Populations cibles	Jeunes écoliers de l'école primaire et personnel enseignant et 5000 familles membres de l'Association des parents d'élèves (APE), repartis dans environ une centaine d'écoles primaires.
Agences d'exécution	FAO, Ministère de la Modernisation et du Développement de l'Agriculture, Ministère de l'Education nationale, en collaboration avec l'Association des parents d'élèves et les ONG.
Durée du Projet	juin - décembre 2004
Budget Total en	750 000 USD
Contribution du Gouvernement	75 000 USD
Fonds sollicités	675 000 USD

La dernière crise militaro-politique du 25 octobre 2002 au 15 mars 2003 a plus affecté les populations de la zone rouge et perturbé la campagne agricole et le système éducatif. Les cours ont repris mais les problèmes persistent : absence de fournitures et manuels scolaires pour les élèves, absence de matériel pédagogique pour les enseignants, manque de portes et fenêtres sur les bâtiments scolaires.

Les parents démunis et ayant perdu toutes les capacités économiques ne disposent d'aucune ressources pour contribuer aux réparations des bâtiments, ni prendre en charge les maîtres communautaires et les agents parents qui dispensent les cours.

Cette situation constitue un handicap à la fréquentation scolaire en même temps que la qualité de l'enseignement est fortement compromise, ce qui contribue à renforcer la réticence des parents à inscrire leurs enfants à l'école et à faire baisser le taux de scolarisation...

Objectifs de l'assistance

L'assistance sollicitée devra permettre à environ 100 écoles primaires des zones les plus affectées d'entreprendre les activités agricoles complémentaires à l'enseignement général dans le processus de participation à l'amélioration des conditions de vie et de sécurité alimentaire.

Objectifs Spécifiques

- apporter une assistance en semences améliorées, petits outillages et engrais aux élèves pour leur participation à l'amélioration de la sécurité alimentaire ;
- fournir une assistance logistique et un appui technique pour la mise en œuvre du projet.

Activités à réaliser

Cette assistance servira à réaliser les activités suivantes :

- fourniture de semences vivrières adaptées et autres intrants agricoles ;
- appui à l'encadrement technique et pédagogique ;
- coopération et coordination avec les ONG du sous-secteur et les APE.

Résultats attendus

La plus grande partie de la production sera utilisée pour l'achat de fournitures et d'équipements scolaires, ainsi que le paiement des maîtres communautaires. 5 000 élèves auront reçu un apprentissage des techniques agricoles et de maraîchage et auront eu accès à une ration alimentaire améliorée. La synergie de la coopération inter-agences aura été renforcée, particulièrement entre la FAO et le PAM.

Budget

Activités	Coûts (en USD)
Assistance technique nationale	25 000
Fournitures d'intrants et de petits matériels agricoles Semences adaptées : arachide, maïs, légumes, agro forestières et fruitières Petits outillages : houes, machettes, haches, pioches	620 000
Equipement: 1 véhicule tout terrain, type Pick-up	27 000
Contrats avec les ONG locales	20 000
Voyages et missions dans les zones d'intervention	10 000
Frais généraux et de fonctionnement (transport, emballage, stockages, missions de suivi, d'évaluation et d'assistance technique)	48 000
Budget total	750 000
Contribution du Gouvernement	75 000
Montant sollicité	675 000

4.3 SITUATION SECURITAIRE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

En dépit de la normalisation progressive de la situation du pays consécutive au redéploiement des forces de défense et de sécurité tant à Bangui qu'à l'intérieur, les problèmes de sécurité restent et demeurent des préoccupations majeures en République Centrafricaine. Ils s'intensifient, surtout à l'approche des élections, dans un contexte social et économique particulièrement critique inhérent au non-paiement et à l'accumulation des arriérés de salaires. L'insécurité persiste donc, se répand dans des zones jusque là exemptées et prend plusieurs formes.

La présence de groupes armés est signalée aussi bien à l'est, à l'ouest, qu'au sud-ouest. Ces groupes sont assimilés soit aux ex-libérateurs déçus des traitements qui leur ont été réservés après la prise du pouvoir le 15 mars 2003, soit aux coupeurs de routes classiques bénéficiant de la situation critique caractérisée par l'absence d'éléments des forces de défense et de sécurité dans leurs zones d'action. Sur certaines routes, même des villageois jouent aux coupeurs de route.

Si, dans les zones réputées infestées (zone rouge) par les coupeurs de route, (axe Bangui, Bossangoa, Paoua, Bouzoum, Bocaranga ; axe Sibut, Kaga Bandoro, Kabo, Batangofo, Bouca, Bangui ; axe Bangui, Sibut, Bambari, Bria), des efforts ont été faits par les FACA (Forces armées centrafricaines), bénéficiant du soutien de la coopération française, pour réduire l'insécurité ; des zones critiques sont apparues dans les parties du pays restées jusque-là isolées des attaques des coupeurs de route. Il s'agit de l'axe Bangui-Garamboumaï, voie principale du pays sur le Cameroun (zone verte) et des sous-préfectures de Bangassou, de Gambo, de Rafaï, de Zémio, d'Obo, de Bamhouti (zone jaune). Sur le premier, il a été enregistré des attaques récentes des véhicules par des groupes armés, dans les secondes il a été signalé des affrontements entre les forces de l'ordre d'importants groupes armés. D'autres parties marginales du pays, notamment l'extrême-nord et l'est (zone jaune), continuent d'être régulièrement ratissées par des braconniers et des groupes armés venus du Soudan et du Tchad.

Les populations vivant dans ces différentes zones, environ un demi-million de personnes, sont véritablement prises en otage. Leur accès aux biens de première nécessité et aux médicaments essentiels est extrêmement difficile, voire impossible dans certains endroits. Dans le sud – est, par exemple, des villages des sous- préfectures de Mboki, Zémio, et Djemah sont envahis par les éleveurs peuhl venant de la zone rouge, fuyant les coupeurs de route. Ils ont multiplié leur peuplement par 100 voir par 200. La satisfaction des besoins essentiels alimentaires et sanitaires est critique.

L'insécurité reste aujourd'hui la menace la plus visible au bien-être de la population. La résolution de la question « sécurité » constitue un préalable à toute autre forme d'interventions ou d'actions en faveur des populations.

4.3.1 FICHE DE PROJETS :

4.3.1.1 Titre du projet : Sécurisation de l'action humanitaire

Agence formulant l'appel:	PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD) (pour UNSECOORD)
Titre du Projet:	Sécurisation de l'action humanitaire
Code du Projet:	CAF-04/S01
Objectif:	Renforcement du système de sécurité des Nations Unies aux fins d'élargir celui-ci aux partenaires humanitaires (ONGs, partenaires bilatéraux et multilatéraux) oeuvrant dans les zones les plus vulnérables. Ce renforcement est destiné à mieux sécuriser les interventions humanitaires.
Population Cible:	Bureau de l'Agent Habilité, Agences du SNU et leurs partenaires opérationnels (ONGs, autres structures nationales de suivi et de la coordination de l'assistance humanitaire).
Agence d'Exécution:	PNUD
Durée du Projet	janvier - décembre 2004
Montant sollicité:	764 000 USD

Cette situation d'insécurité persiste et pourrait même s'aggraver dans les mois qui viennent. Dès lors, le travail des humanitaires ainsi que l'accès aux plus vulnérables vont être rendu difficile et périlleux.

Tout en reconnaissant la nécessité pour chaque agence de multiplier les efforts pour répondre aux exigences MOSS, il est important de souligner que pour mener à bien l'action humanitaire d'envergure envisagée dans les 9 mois à venir, le système des Nations Unies devra renforcer ses capacités d'analyse et de partage d'informations sur la situation de la sécurité à l'intention, non seulement de ses propres agences, mais également des autres organisations oeuvrant dans le domaine de l'assistance humanitaire, et désireuses d'intégrer le réseau de sécurité des Nations Unies. Pour ce faire, il est envisagé la mise en place d'un réseau fiable d'informations sur la situation de la sécurité, appuyée par un système de communication radio 24 heures sur 24. Il est également prévu la nomination de cinq Chargés de sécurité régionaux bien équipés et la mise en place d'une salle-radio. Il s'agirait d'un FSO à Bossangoa, un FSA à Bouar, Bangassou, Ndélé et Bangui. Ceux-ci travailleront sous la supervision directe du FSCO basé à Bangui, et sous la responsabilité de l'Agent habilité. Ce système devrait permettre d'appuyer convenablement tant les agences du SNU que les ONGs dans les actions qu'elles mènent en faveur des populations vulnérables aussi bien à Bangui que dans l'arrière-pays.

Principales Activités

- Mise en place d'une salle-radio fonctionnant 24 heures sur 24, au service du système des Nations Unies et de tous les partenaires humanitaires.
- Négociations avec les autorités pour l'affectation d'éléments des forces armées pour la constitution de Groupes d'Intervention Rapide pour appuyer l'action humanitaire dans les zones concernées.
- Organisation régulière de rencontres au niveau central et au niveau régional réunissant les responsables des Nations Unies et des partenaires humanitaires (ONGs et autres) pour analyser la situation relative à la sécurité ; partager les informations utiles en la matière afin de mieux protéger les partenaires et les actions humanitaires.
- Fournir les escortes nécessaires aux missions et convois humanitaires qui le souhaitent.
- Préparer des rapports périodiques d'incidents de sécurité à l'intention du Coordonnateur des Questions de Sécurité au Siège des Nations Unies.
- Le cas échéant, organiser la logistique pour l'évacuation des partenaires en cas d'insécurité grave rendant impossible la conduite des actions humanitaires.

Activités	Coûts (en USD)
Appui et déploiement des Ressources humaines	213 000
Mise en place de la salle-radio 24/7 et Communications	133 000
Mise en place des bureaux régionaux FSO et FSA avec moyens logistiques et moyens d'intervention et d'escorte	418 000
Total	764 000

4.3.1.2 Titre du projet : Réouverture des sous-bureaux situés dans la zone de conflit

Agence formulant l'appel	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Titre du Projet	Réouverture du sous- bureau de Bossangoa
Code du Projet	CAF-04/S02
Objectif:	Assurer une assistance de proximité aux populations vivant dans la zone de conflit
Population Cible:	Toute la population de la zone de conflit (70% de la population totale du pays)
Agences d'exécution:	UNICEF, PNUD, OMS, FAO, PAM
Durée du Projet	juin - décembre 2004
Montant sollicité:	215 000 USD

1. Objectif :

Assurer une présence effective dans la zone de conflit afin d'avoir un meilleur suivi de la situation sociale, sécuritaire et politique ; de réagir à temps en cas d'éventuels problèmes et de mieux orienter l'assistance humanitaire aux populations vivant dans la zone de conflit.

2. Activités :

- Réhabilitation du sous-bureau de Bossangoa ;
- Achat d'un véhicule pour assurer les liaisons avec le niveau central et effectuer des missions de terrain.

3. Budget

Activités	Coûts (en USD)
Réhabilitation du S/B	120 000
Equipement de télécommunications (y compris un mini VSat)	60 000
Equipement informatique	10 000
Matériels et fournitures de bureau	10 000
Couts opérationnels	15 000
Total	215 000

4.3.1.3 Titre du projet : Coordination des Activités Humanitaires

Agence formulant l'appel:	BUREAU DE LA COORDINATION DES AFFAIRES HUMANITAIRES (OCHA)
Titre du Projet:	Coordination des Activités Humanitaires
Code du Projet:	CAF-04/CSS02
Objectif:	Faciliter la coordination humanitaire stratégique et opérationnelle à travers la collecte d'information, l'analyse et le plaidoyer sur les principes humanitaires
Population Cible:	Toute la population de la zone de conflit (70% de la population totale du pays)
Durée du Projet	juin - décembre 2004
Montant sollicité:	209 922 USD

Le mandat de OCHA est de mobiliser et de coordonner de façon effective l'action humanitaire en partenariat avec les acteurs nationaux et internationaux, en vue de soulager la souffrance humaine provoquée par les catastrophes et les crises, de plaider pour les droits des populations affectées, de promouvoir la préparation et la prévention, et enfin de faciliter les solutions durables.

Depuis le début de l'année 2004, OCHA appuie les efforts relatifs à la mise en relief du degré de vulnérabilité humaine en Centrafrique. Cet appui est caractérisé notamment par le déploiement d'une série de missions dont celle de l'Envoyé spécial du Secrétaire-Général adjoint chargé des Affaires humanitaires, Ramiro Lopes da Silva, et le déploiement temporaire d'un Conseiller humanitaire auprès du Coordonnateur Résident à Bangui. La mission du Conseiller est de faciliter la mise en œuvre d'une stratégie de réponse humanitaire urgente dans les zones et secteurs les plus touchés par les effets du récent conflit, d'une manière qui converge avec le processus de réintégration économique et de renforcement des dynamiques communautaires (entrepris par le PNUD et le Bureau pour la Prévention des crises et le Relèvement).

Tout en facilitant le renforcement de mécanismes de sécurité au profit de tous les acteurs humanitaires, OCHA s'efforce également d'engager un plaidoyer actif auprès des autorités locales et des acteurs clés sur la problématique d'accès aux populations les plus affectées, d'élargissement de l'espace humanitaire, et de protection des civils. La nécessaire reprise en main par tous les services de l'Etat de leurs responsabilités premières (dans les domaines de la sécurité, de la facilitation du retour des familles déplacées et de l'appui aux plus démunis), sera opportunément rappelée par le Conseiller dans ses démarches quotidiennes.

Enfin, OCHA apportera un appui technique et programmatique à l'Equipe de pays ainsi qu'aux partenaires humanitaires.

Activités	Coûts (en USD)
Frais du personnel	85 122
Frais d'exploitation	100 650
Frais d'appui au programme	24 150
Total	209 922

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Code de projet	Agence	Titre du projet	Coût révisé	Fonds reçu	Nouveau/ Révisé/ Non retenu	Motifs de révision
CAF-04/H01	UNICEF	Relance du programme élargi de vaccination (PEV)	1 125 000		0	
CAF-04/H04	OMS	Rétablissement du système de prévention, surveillance et riposte aux épidémies	570 000	0		Existence de plus d'épidémies que prévues (polio ; rougeole)
CAF-04/H02	UNICEF	Revitalisation du système de soins de santé aux femmes et aux enfants	528 409	0	0	
CAF-04/H12	OMS	La restauration des soins obstétricaux d'urgence	350 000	0	Nouveau	Période d'exécution réduite et activités axées seulement sur la réduction de la mortalité maternelle et infantile
CAF-04/H13	OMS	La réduction de la propagation du VIH/SIDA et des IST	380 000	0	Nouveau	L'ampleur du phénomène dans le pays et regroupement des activités de prévention et de prise en charge des malades VIH/SIDA, des IST, et des maladies opportunistes
CAF-04/H14	OMS	La prise en charge médico-psychologique des personnes victimes des violences et agressions sexuelles	150 000	0	Nouveau	Vu l'importance et les conséquences des violences sexuelles
CAF-04/H15	OMS	Prise en charge des cas de malnutrition aigue	230 000	0	Nouveau	La présence de facteurs fait croire à l'existence de cas de malnutrition (ulcères tropicaux, poids faible à la naissance, etc...)
Sous-total			3 333 409	0		
CAF-04/WS01	UNICEF	Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base	520 000	0	révisé	Introduction de nouvelles activités (Points d'eau, latrines,) dans les écoles
Sous-total			520 000	0		
CAF-04/E01	UNICEF/PAM	Rétablissement de l'accès équitable à l'enseignement primaire aux enfants dans les zones affectées par les conflits	1 912 000	937 000	révisé	Le coût élevé des Kits explique la faible réduction du coût total du projet ramené à 500 écoles. Les 937,000 US du PAM constituent déjà sa contribution dans le cadre du IPSR
Sous-total			1 912 000	937 000		

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Code de projet	Agence	Titre du projet	Coût révisé	Fonds reçu	Nouveau/ Révisé/ Non retenu	Motifs de révision
CAF-04/A03	FAO	Appui au développement des jardins potagers dans les zones les plus affectées par la crise	675 000	0		
Sous-total			675 000			

SECURITE						
CAF-04/S01	PNUD/UNSECOORD	Sécurisation de l'action humanitaire	764 000	0	Révisé	Déploiement des FSA sur d'autres zones, pour une meilleure couverture géographique
CAF-04/S02	UNICEF	Réouverture des sous bureaux situés dans la zone de conflits	215 000	0	Nouveau	Etablir une présence effective dans la zone et la proximité
Sous-total			979 000	0		

COORDINATION						
CAF-04/CSS02	OCHA	Coordination des activités humanitaires	209 922		Nouveau	
Sous-total			209 922	0		

TOTAL GLOBAL			7 629 331	937 000		
---------------------	--	--	------------------	----------------	--	--

ANNEXE I

TABEAU 1: TOTAL DES FINANCEMENTS DEMANDÉS PAR AGENCE ET PAR SECTEUR

<p align="center">Consolidated Appeal for Central African Republic 2004 Summary of Requirements and Contributions By Appealing Organisation as of 19 July 2004</p>

Compiled by OCHA on the basis of information provided by the respective appealing organisation.

Appealing Organisation	Original Requirements	Revised Requirements	Contributions	Pledges	Carryover	Total Resources Available	Unmet Requirements	% Covered
FAO	2,366,700	675,000	-	-	-	-	675,000	- %
OCHA	-	209,922	-	-	-	-	209,922	- %
UNDP	3,260,000	-	-	-	-	-	-	- %
UNDP/UNSECOORD	690,000	764,000	-	-	-	-	764,000	- %
UNFPA	1,197,686	-	-	-	-	-	-	- %
UNICEF	3,181,817	2,388,409	-	412,088	-	412,088	1,976,321	17.3%
UNICEF/WFP	975,000	1,912,000	-	937,000	-	937,000	975,000	49.0%
UNO in Central Africa (BONUCA)	250,000	-	-	-	-	-	-	- %
WFP	3,968,715	-	-	-	-	-	-	- %
WHO	928,834	1,680,000	-	-	-	-	1,680,000	- %
Grand Total	16,818,752	7,629,331		1,349,088	0	1,349,088	6,280,243	17.7%

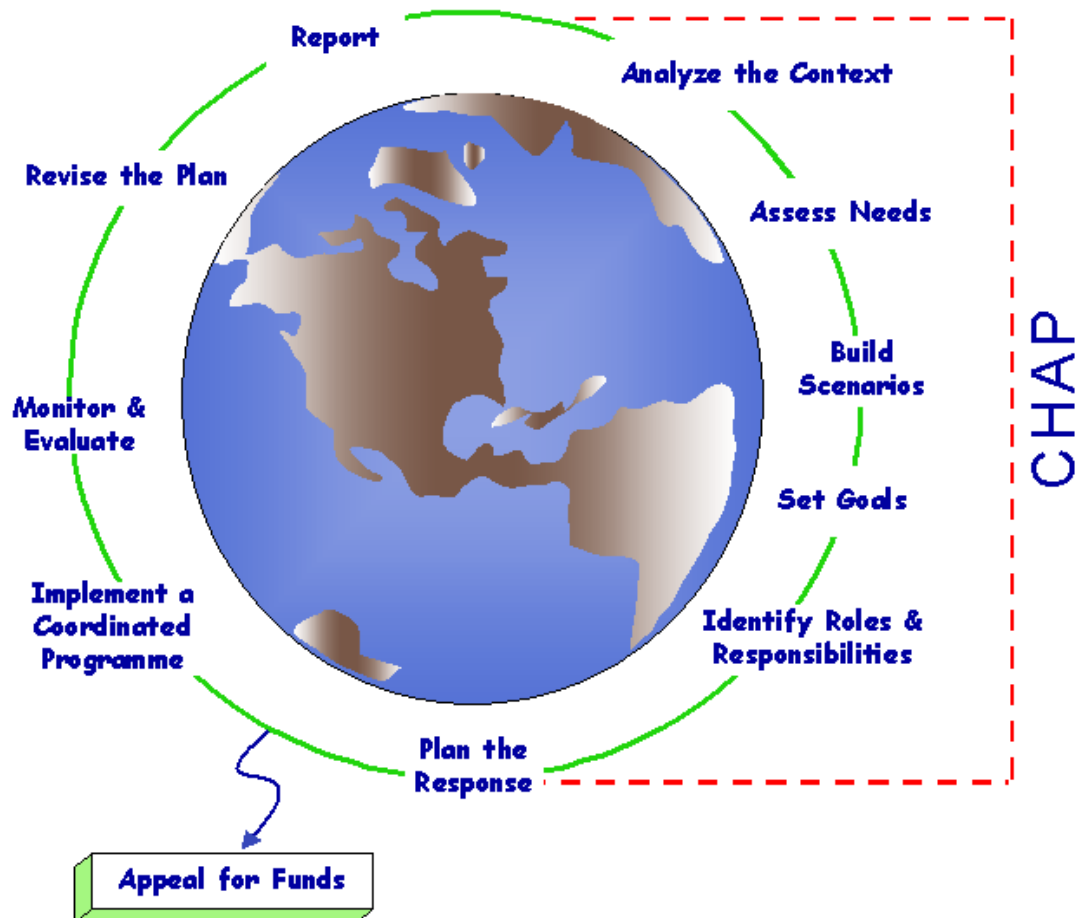
<p align="center">Consolidated Appeal for Central African Republic 2004 Summary of Requirements and Contributions By Sector as of 19 July 2004</p>

Compiled by OCHA on the basis of information provided by the respective appealing organisation.

Sector Activity	Original requirements	Revised requirements	Contributions/ Pledges/ Carryover	Unmet requirements	% Covered
AGRICULTURE	2,366,700	675,000	-	675,000	0.0 %
COORDINATION AND SUPPORT SERVICES	260,000	209,922	-	209,922	0.0 %
EDUCATION	1,622,727	1,912,000	937,000	975,000	49.0 %
FOOD	3,968,715	-	-	-	0.0 %
HEALTH	3,893,565	3,333,409	-	3,333,409	0.0 %
PROTECTION/HUMAN RIGHTS/RULE OF LAW	3,619,318	-	-	-	0.0 %
SECURITY	690,000	979,000	-	979,000	0.0 %
UNATTRIBUTED	-	-	412,088	-412,088	0.0 %
WATER AND SANITATION	397,727	520,000	-	520,000	0.0 %
Grand Total:	16,818,752	7,629,331	1,349,088	6,280,243	17.7%

The Consolidated Appeals Process:

an inclusive, coordinated programme cycle in emergencies to:



OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS (OCHA)

NEW YORK OFFICE
UNITED NATIONS
NEW YORK, N.Y. 10017
USA

GENEVA OFFICE
PALAIS DES NATIONS
1211 GENEVA 10
SWITZERLAND

TELEFAX: (1 212) 963.3630

TELEFAX: (41 22) 917.0368